

**REPertoire DES SOURCES DE  
FINANCEMENT AU RWANDA  
POUR L'AGRIBUSINESS**

**(Version actualisée Août 2004)**

Préparé par :

**Chemonics International Inc.**

1133 20th Street NW  
Washington, D.C. 20036  
**USA**

ADAR Project - Rue du Lac Mpanga  
B.P. 3582 Kigali  
**RWANDA**

## TABLE DES MATIERES

<b>Résumé .....</b>	<b>2</b>
I.    Les Catégories d’Institutions d’Appui Financier.....	2
II.   Interventions en faveur du secteur de l’agribusiness.....	2
III.  Recommandations en vue de faciliter l’accès des agro-entrepreneurs au crédit.....	3
 <b>Section I</b>	
<b>Secteur Bancaire.....</b>	<b>4</b>
1.  Accès au crédit.....	4
2.  Evaluation des barrières d’accès au crédit .....	4
3.  Revue de l’activité.....	5
4.  Conditions d’octroi de prêt par banque.....	5
5.  Evaluation des potentialités d’investissement par région selon l’avis des banques.....	7
6.  Facilités de Refinancement Préférentiel de Prêts à longs et courts termes aux activités d’exportations Agricoles et Agro-industriels .....	8
 <b>Section II</b>	
<b>Les Institutions financières non bancaires.....</b>	<b>9</b>
1.  Sociétés d’Assurance.....	9
2.  Caisse Sociale du Rwanda (CSR).....	9
 <b>Section III</b>	
<b>Les Institutions Internationales d’Appui Financier .....</b>	<b>10</b>
1.  La Banque Mondiale.....	10
2.  La Banque Africaine de Développement (BAD).....	11
3.  ACDI/VOCA.....	12
4.  Le PNUD (ONUDI)/CAPMER.....	12
5.  La Banque de la Zone d’Echanges Préférentiels (PTA Bank).....	12
6.  Le Fonds de Solidarité Africain (FSA).....	13
7.  Le Fonds de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE).....	14
8.  La Société Financière Internationale (SFI).....	15
9.  Le Service de Promotion et de Développement des Investissements en Afrique (APDF).....	15
10. Le Fonds pour l’Industrialisation des Pays en voie de Développement.....	16
11. L’Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture (FAO) .....	17
12. Le Business Linkages Challenge Fund .....	17
13. Le Programme de Partage des Coûts du Projet ADAR .....	25
14. Autres Sources de Financement recommandées .....	26

## RESUME

Le présent document est un répertoire des sources financières nationales, sous régionales ou internationales disponibles pour le financement du secteur de l'agribusiness. Il retrace les possibilités de financement et les conditions d'intervention. Il sera un support d'information disponible pour les agro-entrepreneurs.

### I- Les catégories d'institutions d'appui financier

Il existe au Rwanda trois (3) catégories d'institutions d'appui financier:

- Le secteur bancaire rwandais.
- Les institutions financières sous régionales ou internationales.
- Les institutions financières non bancaires.

#### I.1 Les Banques

- 1- B.K.
- 2- U.B.P.R.
- 3- B.R.D.
- 4- BANCOR
- 5- B.C.R
- 6- B.A.C.A.R.
- 7- B.R.D.

#### I.2- Institutions Financières non Bancaires

- 1- DUTERIMBERE
- 2- COOPEDU
- 3- Société d'Assurances
- 4- Caisse Sociale du Rwanda

#### I.3 Institutions Financières sous-Régionales ou Internationales

- 1- Banque Mondiale
- 2- PNUD/ONUDI
- 3- BAD
- 4- SFI
- 5- FSA
- 6- FAGACE
- 7- APDF
- 8- PTA Bank
- 9- FAO

- 1- DUTERIMBERE
- 2- COOPEDU
- 3- Sociétés d'Assurances
- 4- Caisse Social du Rwanda

## II – Interventions en faveur du Secteur Agribusiness

L'analyse des interventions des banques locales en faveur du secteur conduit au constat que celles-ci ont toujours fait très peu d'interventions en faveur du secteur de l'agribusiness. Ce dernier ne représente qu'un faible pourcentage (autour de 1% pour la plupart des Banques) du portefeuille des banques pour diverses raisons :

- Non maîtrise de la production en quantité et qualité dans le secteur
- Manque expériences des banques dans le financement du secteur
- Qualité très insuffisante des études présentées par les promoteurs qui en plus ne disposent ni de garanties ni d'apport personnel suffisants pour prétendre accéder à un financement auprès des banques
- Approche conservatrice dans l'analyse du risque
- Nature des ressources des banques constituées essentiellement de dépôts à court terme.

Tout comme les sources financières nationales, les sources financières internationales font très peu d'interventions au Rwanda, principalement pour les raisons suivantes :

- Conditions d'intervention très restrictives de ces institutions (remboursement en devises, garanties et apport personnel élevés, suivi des conditions des Banques locales etc.)
- Méconnaissance par la plupart des agro-entrepreneurs Rwandais de ces structures de financement disposant de ressources très importantes.

### **III - Recommandations en vue de faciliter l'accès des agro-entrepreneurs au crédit**

- Création d'une cellule spécialisée en analyse des PME agro-alimentaires au niveau de la plupart des banques commerciales (certaines banques locales l'ont déjà mis en place).
- Organisation de séminaires d'information à l'intention des promoteurs actifs ou intéressés à investir dans le secteur agro-alimentaire sur les sources de financement nationales et sous régionales.
- Assistance à l'élaboration d'études de faisabilité.
- Promotion des opérateurs pilotes.
- Mise en place de structures d'encadrement en techniques de production et de gestion.
- Mise en place d'un fonds de garantie opérationnel.
- Appui aux entreprises de l'agribusiness dans le marketing de leur produit.

## SECTION I

---

### I. Secteur Bancaire

**Le secteur bancaire Rwandais est constitué des banques suivantes :**

- la Banque de Kigali (BK)
- l'Union des Banques Populaires du Rwanda (UBPR)
- la Banque Continentale Africaine du Rwanda (BACAR)
- la Compagnie Générale des Banques (COGEBANQUE)
- la Banque de Commerce de Développement et d'Industrie (BCDI)
- la Banque à la Confiance d'Or (BANCOR)
- la Banque Rwandaise de Développement (BRD)
- la Banque Commerciale du Rwanda (BCR)

#### 1. Accès au Crédit

**Le réseau bancaire :** Le réseau bancaire comprend 26 agences des Banques commerciales dont 6 dans la ville de Kigali, 7 sièges, 148 Banques populaires, et l'Union des Banques Populaires du Rwanda. Les agences des Banques sont réparties presque équitablement dans les principales villes du pays. Les banques populaires sont localisées dans tous les districts du pays:

**Les conditions générales** - Pour toutes les banques, les conditions de base pour accéder à un crédit bancaire sont les suivantes:

- Etre client de la banque (avoir un compte) sauf pour la BRD.
- Avoir un projet rentable et un fonds de commerce.
- Avoir un apport personnel élevé (minimum 30%).
- Présenter des garanties qui dépassent généralement la somme du capital et des intérêts sur 3 ans cumulés.
- Etre dans le secteur formel (statut, registre de commerce, etc.).

#### 2. Evaluation des barrières d'accès au crédit

Les banques intervenant dans le financement de l'économie sont principalement des banques commerciales. Leur réticence à financer les investissements dans le secteur agroalimentaire se justifie par les arguments tels que :

- **Présentation** - La qualité généralement insuffisante des études présentées par le candidat promoteur qui, dans certains cas, ne maîtrise ni le contenu ni la logique de son étude.
- **Gestion** - Le manque de qualification professionnelle, de capacité managériale en gestion et d'expertise technique reste un obstacle sérieux.
- **Economie d'Echelle** - La nature des dossiers présentés n'intéresse en général pas les banques (petites entreprises non structurées, activités saisonnières et aléatoires).
- **Apports et Garanties** - La faiblesse ou l'absence d'apport personnel et de garanties.
- **Main d'œuvre** - La tendance à utiliser la main d'œuvre peu ou non formée ou la main d'œuvre disponible en dépit de leur faible qualification.
- **Promoteur** - Détournements des fonds de leur objet initial, moralité douteuse, faible appréciation du risque bancaire et des obligations auprès de la banque.
- **Fonds de Commerce** - Absence d'expérience ou de référence à une performance passée, historique non détaillé et non chiffré, base commerciale aléatoire, clientèle incertaine.
- **Juridique/Judiciaire** : Système judiciaire peu rassurant.
- **Ressources des Banques** - Manque d'expérience dans ce secteur pour la plupart d'entre elles et insuffisance de dépôts.

Les banques mettent l'accent sur la qualité du promoteur, la garantie proposée, son fonds de commerce et son apport et sur la qualité du projet dont la présentation financière est souvent jugée trop optimiste.

### 3. Revue de l'Activité

Nous avons recensé toutes les banques et autres sources de financement sur place. Les entretiens et discussions avec les responsables de Département des crédits dans les différentes banques ont renforcé les impressions suivantes: les banques sont plutôt orientées vers le crédit à court terme ou les dépôts interbancaires, en dehors de la BRD la seule Banque qui finance les investissements sur le moyen et long terme. Le financement de la campagne café et l'importation des engrais constituent l'essentiel du portefeuille en agribusiness pour toutes les banques commerciales.

Malgré une certaine réserve face au secteur agroalimentaire, les banques se déclarent prêtes à financer les entreprises solides qui s'orienteraient de façon professionnelle dans le secteur agroalimentaire.

#### Besoins de Financement potentiels

Les interventions bancaires auprès des entreprises agroalimentaires ont habituellement porté sur le financement du fonds de roulement. Les quelques entreprises agroalimentaires naissantes vont faire de plus en plus recours à des financements sur le moyen et long terme. Il s'agit notamment des entreprises investissant dans la transformation du café, du thé, des fruits, et des produits d'élevage. De plus en plus d'opérateurs sont intéressés par la production et la commercialisation des céréales. Ces entreprises sont ou seront établies aussi bien dans la ville de Kigali et ses alentours que dans d'autres régions du pays. Le recours aux Banques reste actuellement limitée pour la plupart de ces entreprises par le manque de garanties suffisantes pour couvrir entièrement les engagements.

### 4. Conditions d'octroi de prêt par Banque

#### i) La Banque de Kigali (BK)

- Contacts : Directeur Général, Directeur Général Adjoint, Directeur Commercial, Directeur commercial adjoint et Délégué Commercial
- Avoir un compte en mouvement
- Présentation d'une étude de faisabilité et d'un business plan
- Quotité de financement : 50-60% du coût du projet (selon les relations avec la banque)
- Taux d'intérêt : 13-16% selon la source des fonds utilisés pour financer les projets d'investissement
- Garanties exigées : 130% du prêt (les garanties considérées sont principalement les hypothèques)
- Durée de remboursement : court et moyen terme (la tendance est le court terme)
- Période de grâce : négociable suivant la nature du projet
- Exploitation du projet : maîtrise du risque, assurance de la production et du marché et capacité de remboursement
- Promoteurs : dans l'agribusiness, les préférences au niveau des clients sont (dans l'ordre): les sociétés les particuliers et enfin les coopératives/associations organisées.

#### ii) L'Union des Banques Populaires du Rwanda (UBPR)

- Contacts : Directeur Général, Directeur Administratif et Financier, Directeur Technique et Chef de service Crédit
- Etre membre d'une Banque Populaire
- Présentation d'étude de faisabilité et business plan
- Quotité de financement : 80% maximum du coût du projet
- Taux d'intérêt : 13-16% selon le type de projet
- Garanties exigées : 200% du prêt (les garanties considérées sont principalement les hypothèques)
- Durée de remboursement : court et moyen terme (5ans maximum)
- Délai de grâce : variable
- Exploitation du projet : maîtrise du risque, assurance de la production et du marché et capacité de remboursement,
- Promoteurs : dans l'agribusiness les préférences au niveau des clients sont (dans l'ordre) : les coopératives/associations organisées, les sociétés et enfin les particuliers

NB : L'UBPR compte laisser l'octroi des crédits aux Banques locales (éparpillées dans les districts) qui cependant peuvent se refinancer en cas de crédits importants.

#### iii) La Banque Continentale Africaine du Rwanda (BACAR)

- Contacts : Directeur Général, Directeur Général Adjoint, Chef de Département Marketing et réseau et Gestionnaire des comptes
- Avoir un compte en mouvement
- Présentation d'une étude de faisabilité et de business plan
- Quotité de financement : 70% du coût du projet (selon les relations avec la banque)
- Taux d'intérêt : 13- 18% (négociable selon la source des fonds et les relation avec le client)
- Garanties exigées : 120% du prêt (les garanties considérées sont principalement les hypothèques)
- Durée de remboursement : court terme mais selon les projets et les promoteurs les termes peuvent être négociés
- Période de grâce : négociable suivant la nature du projet
- Exploitation du projet : maîtrise du risque, assurance de la production et du marché et capacité de remboursement (évolution positive des cash flow)
- Promoteurs : dans l'agribusiness, les préférences au niveau des clients sont (dans l'ordre): les coopératives/associations organisées, les sociétés et enfin les particuliers

#### **iv) La Compagnie Générale de Banque (COGEBANQUE)**

- Contacts : Directeur Général, Directeur Général Adjoint, Chef de Département Crédit
- Avoir un compte en mouvement
- Présentation d'une étude de faisabilité et de business plan
- Quotité de financement : 80% du coût du projet (maximum)
- Taux d'intérêt : 13- 17% selon la source des fonds
- Garanties exigées : 130% du prêt (les garanties considérées sont principalement les hypothèques)
- Durée de remboursement : court et moyen terme (3ans maximum)
- Période de grâce : négociable suivant la nature du projet
- Exploitation du projet : maîtrise du risque, assurance de la production et du marché et capacité de remboursement (rentabilité positive et évolution croissante des cash flow)
- Promoteurs : indifférent (pas de préférence sur le type de client)

#### **v) La Banque de commerce, de Développement et d'Industrie (BCDI)**

- Contacts : Président Directeur Général, Directeur Général, Chef de Département Crédit
- Avoir un compte en mouvement
- Présentation d'une étude de faisabilité et business plan
- Quotité de financement : 70% du coût du projet (maximum)
- Taux d'intérêt : 13-18% (selon le niveau du risque et la source des fonds)
- Garanties exigées : 130% du prêt (les garanties considérées sont principalement les hypothèques)
- Durée de remboursement : court et moyen terme (5ans maximum)
- Période de grâce : négociable suivant la nature du projet
- Exploitation du projet : maîtrise du risque, assurance de la production et du marché et capacité de remboursement (accroissement de la valeur ajoutée de 20%)
- Promoteurs : indifférent pour le moment (pas de préférence sur le type de client). Les producteurs organisés en coopérative ou association pour départer le risque sont toutefois privilégiés.

#### **vi) La Banque à la Confiance d'Or (BANCOR)**

- Contacts : Directeur Général, Directeur de Département Crédit
- Avoir un compte en mouvement
- Présentation d'une étude de faisabilité et de business plan
- Quotité de financement : 60% du coût du projet (maximum)
- Taux d'intérêt : 13-18% (selon le niveau du risque et la source des fonds)
- Garanties exigées : 150% du prêt (les garanties considérées sont principalement les hypothèques)
- Durée de remboursement : variable suivant les investissements à réaliser
- Période de grâce : négociable suivant la nature du projet
- Exploitation du projet : maîtrise du risque, assurance de la production et du marché et capacité de remboursement (rentabilité financière de 30%)
- Promoteurs : les individus et sociétés avec expérience dans le domaine d'investissement.

#### **vii) La Banque Commerciale du Rwanda (BCR)**

- Contacts : Directeur Général, Directeur de Département Crédit

- Avoir un compte en mouvement
- Présentation d'une étude de faisabilité et de business plan
- Quotité de financement : 60-70% du coût du projet (maximum)
- Taux d'intérêt : 13-18% (selon le niveau du risque et la source des fonds)
- Garanties exigées : 130-150% du prêt (les garanties considérées sont principalement les hypothèques)
- Durée de remboursement : variable suivant les investissements à réaliser
- Période de grâce : négociable suivant la nature du projet
- Exploitation du projet : maîtrise du risque, assurance de la production et du marché et capacité de remboursement (rentabilité financière de 25- 30%)
- Promoteurs : les individus et sociétés avec expérience dans le domaine d'investissement.

#### viii) La Banque Rwandaise de Développement (BRD)

- Contacts : Directeur Général, Directeur du Département de Financement de Projets, Chef de Service Agribusiness
- Présentation d'une étude de faisabilité et business plan
- Quotité de financement : 50% (pour les grands projets) et 60-70% (pour les petits) du coût du projet (maximum)
- Taux d'intérêt : 13-16% suivant le coût des ressources
- Garanties exigées : variables, mais la valeur réalisable ne doit pas être en dessous du montant de prêt (les garanties considérées sont principalement les hypothèques)
- Durée de remboursement : long et moyen terme (10-12 ans maximum)
- Période de grâce : négociable suivant la nature du projet
- Exploitation du projet : maîtrise du risque, assurance de la production et du marché et capacité de remboursement (rentabilité financière supérieur au taux d'intérêt)
- Promoteurs: sociétés et individus ayant de l'expérience dans le domaine d'investissement. Actuellement la BRD vise à financer les coopératives des producteurs sans même exiger des garantie hypothécaires. Un modèle de collaboration est en étude pour mieux maîtriser le risque.

#### Remarques

- Pour toutes les banques, le problème des liquidités ne se pose pas, mais il s'agit plutôt de manque de projets viables à financer. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas insisté sur les fonds disponibles dans chaque banque pour financer l'agribusiness. Il est toutefois utile de signaler que les fonds existants sont utilisables à court terme ce qui peut handicaper les investissements.
- Nous n'avons pas signaler les banques extérieures qui quelques fois refinancent les banques locales pour certains projets, car l'approbation ou le rejet sont décidées par l'institution financière du pays.

#### 5. Evaluation des potentialités d'investissement par région selon l'avis des Banques:

PRODUIT	REGION
Café	Gisenyi, Kibuye, Cyangungu, Gitarama, Kibungo
Thé	Cyangugu, Gikongoro, Gisenyi, Kibuye & Byumba
Riz	Cyangugu et Butare
Pomme de Terre	Ruhengeri et Gisenyi
Maracuja+autres fruits	Cyangugu, Byumba, Gitarama & Ruhengeri
Canne à sucre	Kigali Rural (vallée de Nyabarongo)
Maïs	Umutara
Haricots verts	Butare
Tomate	Kibungo, Cyangugu, Kigali Rural

#### Remarque

Les prêts bancaires dans l'investissement de ces différentes filières sont encore très faibles. De façon globale, les banques commerciales n'ont financé que les campagnes café et l'importation d'engrais. Seule la BRD a financé le secteur mais elle aussi a un faible pourcentage par rapport aux autres types de projets (soit ... % des prêts encours).

Les banques estiment que ce secteur est à haut risque. Elles préfèrent financer les secteurs à court terme qu'elles maîtrisent comme le commerce. Il est cependant indispensable d'équiper les banques des outils d'évaluation des projets agro-industriels afin d'appuyer les opérateurs professionnels à réaliser leur projets.

Au sein des banques un département spécialisé en analyse des PME agroalimentaire devrait être créé en vue de faciliter l'accès des agro-entrepreneurs au crédit bancaire. La BRD a donné un bon exemple à suivre par

les autres Banques

**6. Facilité de Refinancement Préférentiel de Prêts à long terme aux Activités d'Exploitations Agricoles et Agro-industrielles**

**Contact** : banques locales → BACAR, BANCOR, BCDI, BCR, BK, COGEBANQUE, BRD, UBPR.

**i) Origine des fonds**

Les ressources du fonds proviennent des remboursements de la dette de l'Etat envers la Banque Nationale du Rwanda (BNR).

**ii) Conditions d'éligibilité au fonds**

Sont éligibles au financement de ce fonds les prêts à moyen et long termes aux projets agricoles et agro-industriels (incluant l'élevage) approuvés par les banques, et qui ont une économie nette en devise facilement mesurable.

Les activités d'import substitution sont incluses, mais la priorité est accordée aux activités d'exportation.

**iii) Niveau d'intervention du fonds**

Le montant de participation dans un projet approuvé est de 200 millions de FRW mais la BNR peut déroger à cette limite en fonction des ressources disponibles et des besoins exprimés.

**iv) Conditions de financement**

Les conditions de financement sont négociées auprès des banques en fonction de la nature et de la rentabilité de chaque projet.

## SECTION II

---

### Les Institutions Financières non Bancaires

Au Rwanda ces institutions peuvent être classées en deux catégories :

- 1) Celles qui mobilisent des ressources et qui distribuent des crédits
- 2) Celles qui mobilisent des ressources mais qui ne distribuent pas des crédits.

#### 1<sup>ère</sup> catégorie

Il s'agit d'institutions telles que : DUTERIMBERE, COOPEDU, CEPES et UCT

Ces institutions mobilisent des ressources financières auprès des petits épargnants et sont spécialisées dans le financement des micro projets. Pour ce qui est des investissements en agribusiness, ce n'est pas une source de financement intéressante car leur intervention est très limitée en terme de montant octroyé.

#### 2<sup>ème</sup> catégorie

Ce sont des institutions qui mobilisent des ressources financières très importantes et qui en principe doivent être en mesure de faire des placements auprès des intermédiaires qui font des prêts aux entreprises. Au Rwanda, ces institutions sont: (1) les compagnies d'assurance, (2) la Caisse Sociale du Rwanda,

##### 1. Sociétés d'Assurance

Elles sont au nombre de quatre (4) : SONARWA, SORAS (ces deux font environ 70-80% du marché), COGEAR et CORAR. Elles disposent d'un réseau important à travers tout le pays (mais aucune liaison fonctionnelle avec les banques). Leurs ressources sont déposées dans les banques sous forme de dépôt à terme pour une période d'une année maximum.

##### 2. Caisse Sociale du Rwanda (CSR)

Les liquidités de la CSR dépendent du nombre de travailleurs enregistrés et de l'efficacité dans le suivi des redevables. La CSR n'est pas une institution de financement, elle n'est donc pas une source de financement pour les investisseurs.

#### Résumé

Les institutions financières non bancaires ne semblent pas intéressantes du moins pour ce qui concerne le financement des projets d'agribusiness. On constate toutefois qu'avec le surplus accumulé des sociétés d'assurance, il y a lieu d'améliorer la prédisposition des banques à octroyer des crédits (fonds de roulement par exemple).

## SECTION III

---

### Institutions Internationales d'Appui Financier

Il existe plusieurs organisations internationales qui financent des activités dans le cadre de la coopération multilatérale ou bilatérale. Il s'agit principalement d'institutions qui ne sont pas directement en relation avec les opérateurs privés en quête de financement. Toutefois à travers certains projets des ministères, il existe des composantes financières intéressantes pour les agroentrepreneurs. Nous considérerons plutôt ceux qui peuvent intéresser pour le moment nos partenaires.

#### Principales organisations internationales d'appui financier aux agroentrepreneurs privés du Rwanda

##### 1) La Banque Mondiale

La Banque Mondiale appuie les investissements en agribusiness à travers les projets suivant :

- Rural Sector Support Project (RSSP)
- Projet de Développement des Marchés Agricoles Ruraux (PDMAR)
- Compétitivité et Développement de l'entreprise

#### Conditions de financement par Projet

##### a) RSSP

###### *Contacts*

Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts

Tél.514447

Coordinateur du Projet:

###### *Eligibilité du secteur Agribusiness*

Le secteur est éligible et pour les activités de production, conservation, transformation et commercialisation, etc.

###### *Promoteurs éligibles*

Il est prévu trois types de promoteurs qui pourront bénéficier d'appui financier :

- les organisations communautaires (associations, coopératives)  
Un montant de **US \$ 9.17 Million** est alloué au financement de ces promoteurs. C'est un financement non remboursable destiné à la mise en place des petites unités de transformation, et l'installation des facilités en infrastructure (*local infrastructure facilities*)  
Pour accéder à ce financement, l'organisation doit être reconnue par les instances administratives de base qui doivent aussi apprécier la qualité des projets à proposer pour financement. La coordination du projet (RSSP) tiendra compte de l'avis de son représentant sur terrain et de celui des instances politico administratives pour décider à financer.
- les prestataires de service privés ou publiques spécialisés  
Il est prévu une enveloppe de **US \$ 8.25 Millions** pour le volet « *Research and Development, and Extension* ». Plus ou moins 2 millions seront alloués à l'ISAR. Le domaine prioritaire de recherche sera « *Rural Technology Facilities* ». L'expertise locale sera favorisée.
- Les privés : entreprises ou individus  
Les entreprises ou des individus investissant dans le domaine du développement rural bénéficieront des facilités d'investissement (subsides & garantie) : tout promoteur d'un projet éligible peut être financé via une Banque commerciale à concurrence de 40% du coût du projet si celui ci ne dépasse pas **US \$ 100.000**. Il devra cependant justifier la source de 60% pour rassurer la mise en place du projet. Les 40% financé par le projet serviront aussi de garantie pour la partie financée par la Banque et les intérêts générés par ce montant iront renforcer les remboursements du prêt.

Pour les projets dont le coût d'investissement dépasse **US\$ 100.000**, l'intervention du projet est limitée à 20%. Les Banques qui vont collaborer sont l'UBPR et certaines banques commerciales. Le taux d'intérêt applicable est négociable auprès des banques mais la proposition du projet est de 12% maximum.

## b) Compétitivité et Développement de l'entreprise

### *Contacts*

Ministère des finances et de planification économique (MINECOFIN)

Projet: **Compétitivité et Développement de l'entreprise**

Tél.: 517347/ 08300829/ 08513918

Coordinateur: Mr MUNYAKAZI JURU Antoine

Les entreprises privées d'agribusiness sont éligibles si elles sont de taille Petites et Moyennes entreprises (PME). L'intervention du projet passe à travers la Cellule d'Appui au Petites et Moyenne Entreprises (CAPMER). Budget de **US\$ 5Million** avec un appui financier sous forme de :

- financement d'études de faisabilité pour des projets bancables
- financement à travers les banques

**NB.** Les conditions de financement ne sont pas encore clairement définies. Les entreprises en agribusiness devront suivre de près la mise en place de ce projet afin de pouvoir bénéficier de ses interventions.

### 2) LA Banque Africaine de Développement (BAD)

La BAD intervient dans plusieurs projets à travers différents ministères mais pour ce qui est de l'appui aux entreprises en agribusiness un seul projet nous semble intéressant : **Le Projet d'Appui au Développement de l'Elevage Bovin Laitier (PADEBL)**

#### *Contact*

Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts (MINAGRI)

Projet PADBEL

Tél. :519512 / 519514

Coordinateur : Mr MUSEMAKWERI (Tél.08535609)

Ce projet peut intéresser les opérateurs en Agribusiness pour deux aspects :

- Existence **d'un fonds de crédit de Frw 400 million** pour le financement de fermes bovins laitiers
- Fonds de garantie de Frw 300 million pour les projets de transformation, conservation, collecte et conditionnement des produits laitiers. Avec le principe de financer 20-50% du coût du projet il y a lieu de promouvoir avec ce fonds des prêts de l'ordre de plus ou moins **US \$ 2-2.5 million** ce qui constitue une source de financement non négligeable pour nos partenaires.

### 3) ACDI/VOCA

#### *Contact*

Mr Paul Delucco

Tél. 571358/ 08302347

Fax: 571358

**ACDI/VOCA** est une ONG américaine d'appui aux associations et coopérative. Elle est très active dans le financement de l'agribusiness. La condition principale d'accès au financement d'ACDI/VOCA est d'être une coopérative ou association reconnue, bien organisée et bien gérée. L'activité à financer doit être viable, rentable financièrement et économiquement.

### 4) Le PNUD (ONUDI)/ Projet CAPMER

#### *Contact*

Ministère du Commerce de l'Industrie et de l'Artisanat (MINICOM)

Mr MURENZI Janvier, Project Manager

Tél. 586119/20

La CAPMER est un projet exécuté par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) avec des fonds du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). L'assistance porte sur le financement d'études de faisabilité à soumettre aux banques pour financement d'exécution. Les entreprises ou associations/coopératives en agribusiness ont déjà bénéficié de cette assistance.

D'autres organisations internationales sont potentiellement intéressantes, notamment la Banque de la Zone d'Echanges Préférenciels (PTA Bank), le Fonds de Solidarité Africain (FSA), le Fonds de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE), la Societe Financiere Internationale (SFI), le Service de Promotion et de Developpement des Investissements en Afrique (APDF), le fonds pour l'industrialisation des pays en voie de developpement, et la FAO. Même si elles ne sont pas très opérationnelles au Rwanda, du moins dans le financement de l'agribusiness elles ont retenu notre attention et avons jugé utile de fournir les informations relatives à leurs possibilités d'intervention.

#### 5) LA BANQUE DE LA ZONE D'ECHANGES PREFERENCIELS (PTA BANK)

Elle a été créée en 1985 comme prévu par l'article 9 du traité de création de la zone d'échanges préférenciels (ZEP) devenu plus tard COMESA, Marché Commun des pays de l'Est et d'Afrique Australe.

**Adresse :** B.P.48596, Nairobi, Kenya-Tél. 254(2)712250- Fax : 254(2)711510

**Objectifs** - La PTA Bank a pour objet d'assister financièrement et techniquement les projets commerciaux et d'investissement avec un potentiel de promotion de croissance économique et l'intégration dans la sous-région de COMESA.

**Conditions** - Les conditions d'intervention sont les suivantes :

- Priorité est accordée aux projets visant l'exportation avec utilisation de matières locales ou trouvées dans la sous-région
- La participation au capital de l'entreprise est à concurrence de 15% maximum
- Le crédit octroyé est de US \$ 200.000 minimum et plus ou moins US \$ 6.000.000 par projet et de plus ou moins US \$ 6.000.000 minimum et US\$ 11.000.000 pour une ligne de crédit
- Le taux d'intérêt est de 12% l'an pour les financements directs et 10% l'an pour les lignes de crédit
- Paiement de commissions d'engagement, de service et de garantie (parfois).Ces commissions dépendent du type de projet et de la complexité de la demande
- Durée du projet : 7ans maximum avec une période de grâce de 2ans maximum.
- Les prêts sont en devises et les remboursements doivent être en devises
- Le prêt doit financer les équipements et services tels qu'approuvés par la Banque
- Le prêt ne doit pas financer les remboursements des autres emprunts
- L'emprunteur doit garder ses actifs assurés pour l'intérêt de tout le monde
- Un rapport trimestriel est exigé ou tout autre rapport souhaité par la Banque sur les performances du projet
- La banque se réserve le droit de participer au conseil d'administration de l'entreprise emprunteur
- Des garanties suffisantes pour couvrir le risque doivent être fournis

#### Résumé

La PTA Banque est une source de financement qui cadre bien avec la mission du projet ADAR dans la mesure où il privilégie les projets d'exportation. Aussi peu de projets du Rwanda font recours à cette source, et pourtant les fonds sont disponibles et la Banque n'attend que des demandes de financement. D'après la mission d'une équipe de la PTA Bank effectuée au Rwanda en Juin 01, la proportion des projets du Rwanda déjà financés reste encore faible.

#### 6) LE FONDS DE SOLIDARITE AFRICAIN (FSA)

**Adresse :** BP 382 Niamey - Niger - Tél. : (227) 72-26-33/72-26-34 - Fax : (227) 73-30-44 - Télex : 5247 SOLAFNI.

**Objectifs** - Le Fonds de Solidarité Africain a pour objet de participer au développement économique des Etats africains membres principalement les plus défavorisés par des facteurs à caractère structurels en contribuant au financement de projets d'investissement présentant un intérêt particulier et notamment les projets dont l'ampleur nécessite des financements de sources multiples et les projets à caractère régional intéressant plusieurs pays membres.

Le fonds intervient soit par **la bonification des taux d'intérêt**, soit en **accordant une garantie pour le financement soit par l'allongement de la durée des prêts**. Les pays membres sont : le Bénin, le Burkina-Faso, le Burundi, la République Centrafricaine, la Cote d'ivoire, la France, le Gabon, le Mali, Ile Maurice, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo.

**Conditions** - Les conditions d'intervention sont les suivantes :

- Toutes les requêtes doivent être transmises au FSA par l'intermédiaire de l'État ou de l'institution financière du lieu d'investissement.
- Aucune bonification ne peut excéder 10% des ressources affectées à cet effet, ni réduire le montant global des intérêts à payer de plus du 1/3, dans la limite de taux plancher fixés par le conseil de direction.
- Une garantie ne peut pas excéder au total 10 fois la part des ressources affectées à ce type d'opération. De même, aucun projet ne peut excéder plus de 10% de ce plafond.
- Les commissions de garanties varient de 1% à 2%.
- L'allongement de la durée du prêt ne peut excéder trois ans.

### Résumé

Le domaine de prédirection de ce fonds est dans les projets de grande envergure sous régionaux et financés par des sources multiples, ce qui minimise les chances d'accès des agro-entrepreneurs soit individuellement soit ensemble en tant qu'association à son intervention bien qu'ils ne soient pas exclus.

### 7) FONDS DE GARANTIE ET DE COOPERATION ECONOMIQUE (FAGACE)

**Adresse :** Souleymane TAMBOURA, Directeur des Opérations et de la Recherche Cotonou BP 2045 – Bénin - Fax : (229) 30-02-84 Tél. : (229) 30-03-76/30-05-21

**Au Rwanda :** C/o Mr UYISENGA Justin, Directeur de l'Inspection Générale des Finances  
Tél. 08519228

**Objectifs** - L'objet du fonds est de participer au développement économique et social des États membres, pris individuellement ou collectivement en participant au financement des projets de développement ou en facilitant leur réalisation par des mesures d'accompagnement comme la bonification d'intérêts ou l'allongement des durées. Un intérêt particulier est accordé aux pays membres les plus défavorisés économiquement soit en raison de la situation géographique ou soit par suite de catastrophes ou calamités naturelles.

Les pays membres sont : le Bénin, le Burkina-Faso, la République Centrafricaine, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Rwanda, le Sénégal, le Togo, et le Mali.

Le fonds intervient soit en apportant sa garantie, soit en accordant des bonifications de taux d'intérêt ou des allongements de la durée des crédits, soit en prenant des participations dans le capital social d'entreprises nationales ou régionales.

**Les Conditions** - Les conditions d'intervention sont les suivantes :

- Le projet, présenté sous dossier technique doit être financièrement et économiquement rentable.
- Le coût total du projet présenté par le promoteur doit être supérieur ou égal à 100 millions.
- Les demandes doivent être transmises par l'intermédiaire financier et sous la responsabilité de l'Etat.
- Le bénéficiaire de l'appui du fonds doit fournir au fonds en garantie et préalablement à son intervention des sûretés personnelles suffisantes pour couvrir les risques encourus.
- Aucune bonification d'intérêt ne peut dépasser le tiers d'intérêts consentis pour l'opération. Il concerne surtout les projets à caractère sociaux.
- Aucune opération ne peut bénéficier d'un allongement d'une durée supérieure à 5 ans et d'un montant dépassant 25% du montant principal.
- Le plafond pour les crédits garantis ne peut en aucun cas dépasser 3,8 milliards pour un seul projet. Statutairement, le FAGACE peut garantir la totalité du prêt mais généralement elle ne dépasse pas 80%. Couramment le fonds participe avec d'autres fonds de garantie tels que le FSA à Niamey ou le GARI à Lomé (pour l'Afrique de l'Ouest).
- Paiement d'une commission flat de 1% du montant garanti, payable à la signature de la convention de garantie et d'une commission d'aval calculée annuellement sur l'encours du prêt et dont le montant varie entre 1 et 2% en fonction du risque garanti.

## Résumé

De part la souplesse de ses interventions, ce fonds peut être d'un appui non négligeable pour les partenaires d'ADAR. La bonification peut être demandée pour les coopératives, les groupements qui demandent des prêts. Les agro-entrepreneurs ayant des projets de création (transformation) peuvent demander un allongement de la durée des prêts afin d'alléger leur mensualité.

Les investisseurs ayant des projets de transformation de grande envergure peuvent bénéficier de la garantie du FAGACE.

### 8) LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI)

**Adresse :** SFI Mission Régionale est basée à Nairobi- Kenya

#### Contacts :

**Objectifs** - La Société Financière Internationale, filiale de la banque mondiale a été créée pour promouvoir le développement économique des pays moins avancés en encourageant la croissance du secteur privé de leur économie et en aidant à mobiliser à cette fin des capitaux soit dans le pays même, soit à l'étranger. Elle est habilitée à prendre des participations et à octroyer des prêts non garantis par l'Etat. Ainsi elle peut attirer les investisseurs privés et leur inspirer confiance, grâce à sa maîtrise en matière de financement et d'investissement. Elle agit comme un catalyseur qui met en contact entrepreneurs, investisseurs et producteurs. Elle peut fournir également l'assistance technique nécessaire aux promoteurs de projets, renforçant ainsi les chances de succès de leurs entreprises. Sa participation comme créancier ou investisseur est toujours libellée en dollars US.

#### Les Conditions d'intervention

- Le projet doit être rentable et avantageux pour l'économie du pays. Une préférence est accordée aux entreprises exportatrices puisque les décaissements se font généralement en devises.
- L'apport personnel du promoteur varie entre 30 à 40% du coût total du projet.
- La participation de la SFI au capital social ne peut dépasser en aucun cas les 30%
- Le montant total du financement accordé à un projet est limité à 25% du coût total. Il est destiné généralement à l'actif de production et varie entre 1 million de \$ et 100 millions de \$.

## Résumé

Cette source n'est pas disponible pour la plupart des clients actuels du CAE puisqu'elle ne finance que les grosses entreprises. Mais certains clients ayant des projets de grande envergure peuvent bénéficier du concours de ce fonds. Le seul handicap à ce niveau est le financement en devises.

### 9) LE SERVICE DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS EN AFRIQUE (APDF)

**Adresse :** Un bureau régional est établi à Nairobi-Kenya

#### Contact à Nairobi :

**Objectifs** - L'APDF a été créée en 1986 par la Banque Africaine de Développement, la Société Financière Internationale et le Programme des Nations Unies et 15 pays bailleurs de fonds, pour aider les entrepreneurs africains à élaborer des projets viables et de promouvoir les petites et moyennes entreprises. L'APDF a pour objectif d'accélérer le développement d'entreprises privées productives dont les promoteurs et les propriétaires sont des entrepreneurs africains, afin de favoriser une croissance économique durable et la création d'emplois productifs en Afrique Subsaharienne.

L'APDF a concentré ses activités dans les pays africains anglophones, mais maintenant sa politique nouvelle est d'augmenter l'assistance en faveur des pays francophones. Il faut noter que l'APDF intervient en tant que conseiller technique et facilitateur de financement (grâce à ses contacts auprès des autres institutions internationales) puisqu'il aide les chefs d'entreprises à réunir les fonds nécessaires auprès des banques locales et d'institutions financières. Elle ne finance pas, ni ne garantit directement des prêts.

**Conditions** - Les conditions d'intervention de l'APDF sont les suivantes :

- Le projet doit être viable économiquement et financièrement dans le secteur de la production.
- Le coût total du projet doit se situer entre U\$ 250 000 et U\$ 7 000 000.
- L'apport personnel doit se situer entre 30 à 40% du coût total du projet.
- Le promoteur doit participer financièrement à la couverture d'une partie des coûts de fonctionnement liés à l'analyse de son projet. La contribution financière du promoteur est répartie en versements : un premier versement de 3000\$ à verser avant le début des travaux, un deuxième versement représentant les honoraires avant le retrait du dossier bancaire et un troisième versement lorsque le financement est obtenu.

### **Résumé**

Malgré ses conditions restrictives, l'APDF est un instrument puissant de mobilisation de financement pour les agro-entrepreneurs partenaire d'ADAR à cause de l'originalité de son approche. Il reste à trouver des bons candidats (projets dont le coût excède \$ 250 000 – soit 100/120 millions Frw).

## **10) LE FONDS POUR L'INDUSTRIALISATION DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT**

Ce Fonds est opérationnelle en Afrique de l'Ouest, nous pensons qu'il y a lieu d'entrer en contacts avec les responsables pour tenter une collaboration dans le cadre d'appui aux entreprises en agribusiness. Les contacts en Afrique sont :

**Adresse :** S/C KA consultants, 21, Rue du chemin de fer - B.P 7373 – Lomé – TOGO

**Contact à Lomé :** Kodio B. AZIAGBE Représentant Régional.

**Objectifs** - Le fonds pour l'industrialisation est une institution financière du gouvernement danois. Il a pour objectif de promouvoir le développement de l'activité économique des pays en voie de développement en y encourageant des investissements avec le concours des entreprises danoises (joint-venture).

Le concours du Fonds doit avoir un effet de démarrage et une grande priorité est accordée à la création de nouvelles entreprises. Il peut également participer à l'extension ou à la modernisation même si le projet initial a été établi sans sa participation.

### **Conditions**

- L'entreprise doit être une Société Anonyme ou SARL.
- La participation d'un partenaire danois est nécessaire.
- Le capital social doit être égal au moins à 40% de l'investissement total.
- La participation du Fonds au capital social ne peut pas dépasser 30%. Elle se retire 6 à 7 ans après la consolidation de la société.
- Le financement direct du Fonds au financement d'un projet ne peut pas dépasser 25% du coût total du projet.
- Il peut financer directement en couronnes danoises ou en devises en cas d'impossibilité pour le promoteur d'obtenir des financements à des conditions acceptables. La durée varie en moyenne autour de 5 ans. Dans ce cas il exige des garanties.
- Le taux d'intérêt varie de 3 à 5%.
- Le montant des interventions varie entre plus ou moins Frw 250 à 300 millions.
- Le Fonds peut se porter garant mais se réserve au préalable une commission de garantie.

### **Résumé**

Le Fonds pour l'industrialisation des pays en voie de développement peut être un partenaire pour les clients du projet ADAR qui veulent créer de nouvelles entreprises puisque les conditions sont beaucoup plus douces par rapport à la plupart des structures.

Une des contraintes est que l'agro-entreprise doit travailler avec une société danoise. Dans les domaines agroalimentaires, les danois sont spécialistes dans la transformation de viande, de fruits et légumes, de lait. Un autre avantage est que à travers ce Fonds il est géré un autre fonds pour le ministère danois ayant pour objet de subventionner l'assistance technique et la formation des agro-entreprises qui bénéficieront de son appui.

**11) L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)**

**Contact :** B.P. 1502 Kigali

Tél. 73541

Personne à contacter : Mr GASHUGI Laurent, Chargé de Programme.

La FAO n'est pas habituellement une organisation d'appui financier. Sa mission est d'assurer l'encadrement technique, et la vulgarisation dans les domaines de l'agriculture, l'élevage, la pêche et forêts. Elle collabore normalement avec les autorités. Cependant dans le cadre des situations d'urgence la FAO peut intervenir pour assister des associations/coopératives qui sont dans les domaines relatifs à la sécurité alimentaire. C'est dans ces circonstances que certaines associations du Rwanda ont été assistées avec fonds très limités pour le renforcement des capacités. D'autres facilités existent notamment la réalisation des études que les entreprises en agribusiness peuvent exploiter. Une assistance en équipement peut également être possible mais pas de façon permanente. Un montant maximum pour une telle assistance est de **US \$ 400.000**.

Ainsi, bien que la FAO ne soit pas une institution financière, il est toujours bon de prendre contact car un partenariat avec les privés n'est pas complètement exclu. Les critères de collaboration et les conditions d'assistance ne sont pas encore définis mais potentiellement la FAO reste une source à ne pas négliger

**12) BUSINESS LINKAGES CHALLENGE FUND(BLCF)**

**Contact :** FRSP

Téléphone: 83541

Personne à contacter: Eugène BITWAYIKI.

Le "Business Linkages Challenge Fund" est un fonds mis en place par le Gouvernement Britannique à travers son Département de Développement International "DFID". C'est un don (co-financement maximum de 50%) destiné à développer le partenariat d'entreprises locales, régionales ou internationales.

**→ Pour plus d'information, il est annexé, dans les pages qui suivent, les informations nécessaires pour accéder à ce financement.**




partnerships

# Business Linkages Challenge Fund

home

## What is the BLCF?

The BLCF is a cost-sharing grant scheme i.e. it gives grants to enterprises to achieve DFID's objective of developing commercially sustainable business linkages that bring benefits to the poor. It is a way of working in partnership with the private sector towards the goal of poverty eradication.

The Fund encourages and supports the formation of business linkages by enterprises in developing countries with each other and/or with international partners. These linkages must bring enhanced competitiveness and generate clear benefits for the poor. The linkages involve an investment of resources by all members of the linkage – skills, technology, information, facilities, supplies and access to markets. The linkages, in turn, bring benefits to all members and to poor people.

Bidding is competitive and grants are allocated according to the degree to which bids meet BLCF criteria and objectives.

Funding comes from the UK Government's Department for International Development (DFID). The BLCF offers grants of between £50,000 to £1,000,000 (larger grants may be considered in some cases if they will make a special contribution to achieving the BLCF's objectives).

### Countries of Operation

The Fund operates in the UK, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibia, South Africa, Swaziland, Zambia and Zimbabwe in Africa and Belize, Dominica, Dominican Republic, Grenada, Guyana, Haiti, Jamaica, St. Lucia and St. Vincent in the Caribbean.

## Business Linkages Challenge Fund

[home](#)

### How does it work?

The BLCF is competitive. There will be two bidding rounds each year for the next 4 years, i.e. the period for processing your initiative from its original submission to the BLCF managers through to grant approval will be a maximum of six months with fixed deadlines. Bids for BLCF grants will be submitted, appraised and accepted/rejected according to set timetables and using official BLCF forms.

There are two stages to each bidding round.

#### Stage One

The first step is for applicants to fill in a **BLCF Enquiry Form** and send it to their local BLCF office. This may be downloaded from this website

The second step is that, after discussions with BLCF management, applicants need to submit a "Concept Note" on an official BLCF Concept Note form. Based on a competitive and independent evaluation they may then be invited to complete a full application. Concept notes have to be submitted by a fixed date. They are available for download from the website.

**The Concept Note submission deadline for the next Bidding Round is 17:00 local time on 5th April 2002.**

In the Concept Note, applicants should set out basic information about their organisation, the proposed linkage, the consortium members, the objectives of the linkage, the service/product or outcome proposed, the time scale and the management. The Concept Note should provide a description and justification of the key results expected. The costs of the linkage should be estimated, funding requirements stated and other sources of funding identified, including own contribution.

The Concept Note should provide information on how the linkage will meet the aims of the BLCF. There will need to be evidence that the linkage is commercially viable, brings mutual benefit to all parties and will continue to

function after the grant has been utilised.

The CN should also demonstrate that the linkage would not occur anyway without BLCF support and that the proposed linkage is innovative.

Official concept Note Forms must be used.

Concept Notes will be assessed by the BLCF independent Assessment Panel against the eligibility criteria set out above. Concept notes will be ranked. Bidders should take account of all the criteria in preparing the Concept Note, including the amount of resources to be committed by the bidder to the project. Remember that the BLCF is competitive and the more that the Concept Note addresses the ranking criteria then the greater the chance of success.

## **Stage Two**

The second stage of the bidding round involves a further competitive evaluation of formal Applications from bidders whose Concept Notes have been approved. Official BLCF Application Forms will be used.

These Applications should be more detailed versions of the Concept Notes providing specific information on what the linkage is, who will implement it, how it will be managed to achieve objectives, financial information on the parties to the linkage and proposed verifiable indicators of the estimated results. The full Application should include a financial budget detailing all the project costs, including those elements that will be funded by other sources, including the bidders themselves. We need a full breakdown of the project's budget on an annual basis, including costs of administration, monitoring, evaluation etc

The evaluation of Applications is carried out by technical experts and the independent Assessment Panel. Applications have to be submitted by a fixed date -January 2002 (to be set).

Winning proposals are selected to receive BLCF grants. The procedures for disbursement and all other obligations and rights of beneficiaries are governed by a contract.

## **What are the Next Steps?**

Take note of the deadline for Concept Note submission. Complete the enclosed enquiry form and make direct contact with your local management unit. Remember that bids must be made on official BLCF forms.

The BLCF is being managed by Deloitte & Touche. Prospective bidders from the UK should contact the BLCF central management unit at Deloitte & Touche in London. Prospective bidders from the designated regions should contact the local BLCF manager. Full contact details are given below. Bidders should not contact DFID directly.

It is recommended that you discuss your idea/proposal for a linkage with BLCF management before preparing a Concept Note. This may save you some time and effort, as you will get an early indication of the eligibility of your concept. However, the managers are not the decision-makers and cannot advise bidders on the quality of their potential bids.

## BLCP enquiry form

partnerships




# Business Linkages Challenge Fund

[home](#)

## Key features

Outlined in this section are the Eligibility Criteria, the Linkages Eligible for Funding, the Ranking Criteria used in the evaluation process, and some Typical Initiatives.

### Eligibility Criteria

The BLCF will be available for application, on a straightforward and transparent basis, to:

- Linkages that have at least one privately owned, for-profit, enterprise registered in one of the target countries including the UK
- BLCF grants will be allocated only to a for-profit private sector entity registered in one of the Fund's countries of operation; or an association representing such entities; or a consortium led by such an entity. (In all cases, the entity must be in satisfactory financial health and able to show at least three years of unqualified audited accounts).
- However, with a view to encouraging the submission of good concepts, the BLCF will exceptionally consider Concept Notes from consortia led by other types of entities (for example, NGOs and academic institutes) as long as the consortium includes private sector participant(s), under the condition that – if invited to proceed to submit a full application – the consortium's bid will be led by a for-profit entity as above.

### Linkages Eligible for Funding

Eligible linkages will:

- involve or facilitate links between two or more enterprises,
- increase the competitiveness and viability of participating enterprises so as to enhance employment opportunities and increase exports or domestic sales,
- contribute to creating improved livelihoods and opportunities for poor people,
- share the linkage costs between the BLCF and the participating entities, with bidder contribution being at least equal to the BLCF grant,
- be sustainable after the BLCF grant has been utilised,
- be innovative,
- avoid negative impact on non-participating local businesses and avoid social or environmental damage,
- be compatible with DFID policy in the country in question,
- have a maximum three year duration.

### Eligible Costs

Grants will be given to cover costs associated with the development and implementation of the linkage - for example, fees for transfer and use of related skills, costs of linkage establishment, costs of travel and accommodation, costs of licensing, royalties, franchising, training course fees and secondment costs, brochures and related promotion costs, costs for

quality and standards improvements, relevant legal fees, costs of certification and patenting, fees for external TA, costs of strengthening of communications and I.T., fees for setting up web-pages, costs of implementation of employment codes and improved labour conditions, etc.

The Fund will not provide general funding to support bidders' regular running costs. However, a proportion of administrative costs can be included where these are integral to the delivery of the project's objectives. These can cover relevant staff and administrative costs, limited and integral equipment costs, as well as extra costs of reporting, accounting and any additional auditing costs necessarily incurred as a result of meeting the requirements set out in DFID's Accounting Instructions.

Applications will be limited to one per organisation per bidding round. There are two bidding rounds per year. Successful applications will benefit from appropriate publicity in conjunction with DFID.

### **Ranking Criteria**

Bids will be appraised according to the degree to which they satisfy the following criteria:

- improvement of the incomes and livelihoods of poor people
- extent of new private sector resources mobilised
- likely sustainability of project
- enhancement of the competitiveness and viability of participating enterprises so as to improve employment opportunities and increase exports or domestic sales.
- potential replicability of project
- degree of innovation in the project approach

Linkages could, for example, include the following: management contracts, marketing agreements, joint ventures, partnerships, large-small firm procurement, outsourcing, agreements between private sector enterprises and civil society organisations linked to "alternative trade" solutions, agreements between intermediaries and government to form advocacy groups, forums and councils, agreements between service providers to introduce external business and human resource development skills.

### **Typical Initiatives**

The BLCF's objectives are broad and its philosophy is one of openness to innovation. It is likely therefore that relevant initiatives for linkages will reflect one or more of a variety of features. Examples of projects that have been allocated grants are:

- Manufacture, installation and financing of street lighting in townships of Johannesburg;
- Upgrading of skills in sports management for disadvantaged people in South Africa; and
- Production and export of fertiliser and house bricks from mine waste in Botswana.

The typical areas mentioned are not exclusive. The BLCF is committed to supporting new ideas and will judge their merits on a competitive basis.

**DFID** Department for International Development

Deloitte & Touche

partnerships

# Business Linkages Challenge Fund

[home](#)

## Countries of Operation

**UK**

**Southern Africa**

- Botswana
- Lesotho
- South Africa
- Swaziland
- Namibia

**Central Africa**

- Malawi
- Mozambique
- Zambia
- Zimbabwe

**Rwanda**

**The Caribbean**

- Belize
- Dominica
- Dominican Republic
- Grenada
- Guyana
- Haiti
- Jamaica
- St. Lucia
- St. Vincent

## Business Linkages Challenge Fund

part

### Guidance on bidder contributions

Challenge Funds are cost sharing grant schemes. As such contributions from bidders towards the costs of the Project is a central feature of the BLCF/FDCF.

#### Why are bidders contributions necessary?

- to demonstrate their commitment and belief in the viability and sustainability of the project
- to secure the investment of significant private sector resources in areas that meet objectives of the BLCF/FDCF
- to ensure ownership of the project by the bidding organisations and their commitment to implementation

#### What do we mean by bidders contributions?

- contributions in cash or in-kind (in-kind contributions are non-cash resources which can be valued in cash terms)
- cash originating from public funds (other donor grants or government grants) does not count as bidders contribution but can be part of the overall funding of the link

#### What level of bidders contributions is required?

- on average bidders are expected to contribute at least the equivalent of the BLCF/FDCF grant
- to date the average contribution by grantees to project costs has been approximately 60%

#### What counts as a cash contribution?

- new cash invested in the project (expenditure prior to the actual commencement of the project and cash generated through project implementation does not count)
- bank loans can be considered as part of the bidders contribution provided that such loans are not contingent upon receiving the BLCF/FDCF grant

#### What counts as an in-kind contribution?

- non cash resources provided by the bidding organisations which can be valued in cash terms
- intellectual capital invested in development of the project does not count as an in-kind contribution

#### Examples of in-kind contributions

- the value of staff time allocated to the project – the rate charged for staff time must be justified based on salary and overhead costs

- Capital equipment (machinery, vehicles) allocated to the project.

Unequivocal proof of the dedication of bidders contributions to the linkage will be required before grants are disbursed.

#### Useful links

[www.tradepartners.gov.uk](http://www.tradepartners.gov.uk)

Trade Partners UK is the Government network dedicated to building British business success overseas.

### 13) PROGRAMME DE LA COOPERATION AVEC DES MARCHES EMERGENTS: PSOM

Il s'agit d'un programme mis en place par l'Ambassade Royale des Pays-Bas en accord avec le Gouvernement du Rwanda à travers son Ministère du Commerce, de l'Industrie, de la promotion du Tourisme et des coopératives. Ce programme vise le financement des investissements du secteur Privé.

#### Principaux critères de sélection

- La proposition doit être introduite par un joint-venture d'une entreprise rwandaise et une entreprise néerlandaise
- Le financement ne doit pas avoir un impact négatif sur le marché local existant
- Les activités proposées doivent se faire dans un des secteurs suivants : l'agriculture, l'agro-business, le tourisme, l'énergie et les infrastructures rurales.

#### Plafond du financement

La contribution du Gouvernement néerlandais est fixée à 60% du coût d'investissement du projet qui ne doit pas dépasser un total de **850 000 Euros**.

Pour d'amples informations veuillez contacter l'**Ambassade Royale des Pays-Bas à Kigali** (Mr Gaspard Ndagijimana ou Mme Anthe Vrijlandt - Tel. 510603) ou consulter la page web [www.evd.nl](http://www.evd.nl)

### 14) FOND INTERNATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE (FIDA) : Projet de Développement des Cultures de Rentes (PDCRE)

**Contact** : Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et des Forêts (MINAGRI)

Projet: PDCRE

Coordinateur : Monsieur Alfred MUTEBWA

Tél: 08300010 / 583876

E-mail : [amutebwa@yahoo.com](mailto:amutebwa@yahoo.com)

Il s'agit d'un projet opérationnel dans quatre provinces du pays : Gikongoro, Kibuye, Kibungo & Kigali-Ngali. La durée du projet s'étend sur une période de 7 ans.

#### Bénéficiaires cibles

Les bénéficiaires cibles sont essentiellement des associations & coopératives de petits producteurs des cultures de rente.

Pour de plus amples informations sur les modalités d'intervention du projet, chaque opérateur intéressé peut contacter la coordination du projet à l'adresse ci haut mentionné.

### 15) PROJET MINECOFIN - STABEX

C'est un projet mis en place par le Gouvernement du Rwanda à travers le Ministère des Finances et de la Planification Economique et l'Union Européenne.

Le projet vise la relance de la production, la transformation et l'exportation du café et du thé.

**Contact** : Projet STABEX

Coordinateur du Projet : Monsieur Jean Claude ISNAR,  
Tél. 08455333 / 516312  
E-mail : [jcisnar@yahoo.fr](mailto:jcisnar@yahoo.fr)

### **Bénéficiaires cibles**

Les bénéficiaires cibles sont surtout des Associations & Coopératives des producteurs de café et thé. Toutefois durant l'année 2004, le projet a signé une convention d'appui partiel avec quelques entreprises des investisseurs privés. Les infrastructures et équipement à financer par cette opération seront opérationnels pendant la campagne café de 2005.

Il se pourrait qu'une telle intervention soit réitérée, tout dépendra des accords entre les acteurs en présence à savoir l'Etat Rwandais et l'Union Européenne

### **16) PROJET BANQUE MONDIALE AVEC LA FEDERATION RWANDAISE DU SECTEUR PRIVE « BUSINESS PLAN COMPETITION »**

Il s'agit d'un projet d'appui aux Petites et Moyennes Entreprises destiné principalement aux jeunes entrepreneurs du Rwanda. C'est une subvention basée sur la présentation d'un plan d'affaires en compétition avec d'autres projets.

**Contact:** Fédération Rwandaise du Secteur Privé (FRSP)  
C/O : Monsieur Jean Bosco KALISA  
Tél. : 08305943 / 583538

### **Limite d'intervention et modalités**

L'intervention du projet est limité à 20.000 US \$ pour un projet d'un coût total de 25.000US \$. Sur les 20.000 US \$ de subvention, 10.000 sont utilisés comme assistance technique et le reste garantit un crédit équivalent à 15.000 US\$ auprès de la BRD. Après le remboursement du crédit, le montant ayant servi de garantie est remis à l'entrepreneur.

Pour plus d'informations sur les dates de soumissions des projets, veuillez contacter la FRSP.

### **17) PROGRAMME DE SUBVENTION DE PARTAGE DES COUTS DU PROJET ADAR**

Le Fonds de Partage des Coûts du projet ADAR est un fonds mis en place par l'USAID-CHEMONICS/ADAR destiné à financer partiellement les projets déjà existants des clients de ADAR. Il s'agit de projets techniquement assistés et qui, moyennant subvention, peuvent contribuer à la réalisation des résultats intermédiaires du projet.

Pour plus de détails, les clients et/ou partenaires de ADAR peuvent **contacter** :

**Jean Bosco Seminega**  
Business Development/Grants Manager  
Agribusiness Centre/ADAR Project  
Tel: 570433/570434 ou 08534238  
Fax: 517467  
E-mail: [jeanbosco@adar.org.rw](mailto:jeanbosco@adar.org.rw) ou [seminegajb@yahoo.com](mailto:seminegajb@yahoo.com)

## 18) AUTRES SOURCES DE FINANCEMENT RECOMMANDEES

Il s'agit des sources de financement que chacun des entrepreneurs de l'agribusiness peut exploiter à sa guise en vue de connaître et de mieux comprendre les conditions d'accès.

Nom et adresse de l'organisation	Site web	Produits/services
<b>CDC Capital Partners</b> 1 Bessborough Gardens London SW1V 2JQ, Angleterre Email: <a href="mailto:info@cdcgrou.com">info@cdcgrou.com</a>	<a href="http://www.cdcgroup.com">www.cdcgroup.com</a>	- Prise en participation - Finance mezzanine (niveau intermédiaire)
<b>DEG Deutsche Investitions-und Entwicklungsgesellschaft mbh</b> Belvederestrasse 40 50933 Koln, Allemagne	<a href="http://www.kfw.de">www.kfw.de</a>	- Prise en participation - Prêts à moyen/long terme - Finance mezzanine - Garanties et conseil financier
<b>FMO Netherland Develop Finance Company</b> Koningskade 40 NL 2509 La Haye, Pays Bas Email : <a href="mailto:info@fmo.nl">info@fmo.nl</a>	<a href="http://www.fmo.nl">www.fmo.nl</a>	- Prêts à moyen et long terme - Etudes, packages technologiques
<b>IFU Industrialization Fund for Developing Countries</b> Bremerholm 4, DK 1069 Copenhagen K, Danemark Email: <a href="mailto:ifu@ifu.dk">ifu@ifu.dk</a>	<a href="http://www.ifu.dk">www.ifu.dk</a>	- Prise en participation - Prêts convertibles à moyen terme - Garanties.
<b>NORFUND</b> Munedamsvn 45 0111 Oslo, Norvège Email: <a href="mailto:post@norfund.no">post@norfund.no</a>	<a href="http://www.norfund.no">www.norfund.no</a>	- Prise en participation - Prêts convertibles
<b>PROPARCO</b> Société de promotion et de Participation pour la Coopération Economique 5, rue Roland Barthes 75598 Paris Cedex 12, France Email : <a href="mailto:proparco@afd.fr">proparco@afd.fr</a>	<a href="http://www.proparco.fr">www.proparco.fr</a>	- Prise en participation - Prêts ) moyen terme - Conseils financiers
<b>SBI</b> Société Belge d'Investissement International S.A. Avenue de Tervuren 168 1150 Bruxelles, Belgique	<a href="http://www.bmi-sbi.be">www.bmi-sbi.be</a>	- Prise en participation - Prêts à moyen terme - Finance mezzanine - Conseils financiers
<b>SIMEST</b> Società Italiana per le Impreses All'Estero Corso Vittorio Emanuele II, 323 00186 Rome, Italie Email : <a href="mailto:info@simest.it">info@simest.it</a>	<a href="http://www.simest.it">www.simest.it</a>	- Prise en participation - Crédit à l'export - Financement études de faisabilité
<b>SWEDFUND</b> Internationam AB Qveavagen 24-26 S103 65 Stockholm , Suède Email : <a href="mailto:info@swedfund.se">info@swedfund.se</a>	<a href="http://www.swedfund.se">www.swedfund.se</a>	- Prise en participation - Prêts - Garanties - Cofinancement leasing
<b>AFRIQUE INITIATIVES</b> Operational Office 56, rue de l'Université 75007 Paris France Tél : 33 142 848586 Fax : 33 142 848585	<a href="http://www.afrique-initiative.com">www.afrique-initiative.com</a>	- Prise de participation